

(Plus tard)

QUESTION AYANT TRAIT AUX DEMANDES DE
REMBOURSEMENT RELATIVES AUX SURTAXES
DOUANIÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Rémi Paul (Berthier-Maskinongé-Delaudière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice. A-t-il l'intention de recommander au gouvernement de payer les réclamations en remboursement de surtaxes douanières qui auraient été acquittées par les commerçants et hommes d'affaires, lesquelles sont de l'ordre d'environ 80 millions de dollars, et ce comme conséquence des surtaxes imposées en juin dernier par le gouvernement conservateur en vertu d'un arrêté ministériel?

L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question vendredi dernier en disant que, puisque la question est *pendente lite*, il ne serait pas opportun que je réponde à une question semblable à ce moment-ci.

(Traduction)

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'aimerais poser une question complémentaire. Le ministre de la Justice peut-il nous dire si le gouvernement compte présenter une défense lorsque les tribunaux seront saisis de la cause?

L'hon. M. Chevrier: Mon honorable ami comprendra sans peine, je pense, que la ligne de conduite du gouvernement à cet égard sera annoncée en temps opportun.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question intéressant la réponse insolite qu'a formulée le ministre de la Justice. Voici: le gouvernement compte-t-il régler les poursuites instituées par l'étude légale de M^e MacTavish, c.r., sans recourir aux tribunaux?

L'hon. M. Chevrier: J'ai l'impression que la réponse que j'ai déjà faite vaut aussi pour la question de l'ancien premier ministre. Vu la façon dont la question a été formulée, je n'estime pas qu'elle mérite une autre réponse: comme l'affaire est devant les tribunaux à l'heure actuelle, il serait très inconvenant qu'un ministre du gouvernement ou de la Couronne énonce une déclaration à ce sujet ou fournisse une réponse comme celle que le chef de l'opposition cherche à obtenir.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je pose maintenant à l'honorable représentant une question qui n'intéresse pas l'attitude éventuelle du gouvernement. Le gouvernement entend-il plaider les poursuites qui ont été initiées et l'affaire a-t-elle été présentée aux tribunaux, ou compte-t-il

régler ces poursuites intentées par l'étude légale dont fait partie M^e MacTavish, c.r.?

L'hon. M. Chevrier: Je répondrai au premier ministre dans les mêmes termes ... (*Exclamations*) ... Je m'excuse. Je voulais dire au très honorable représentant qu'il sait fort bien, plus que tout autre peut-être, que ces questions sont sujettes à des poursuites judiciaires, et non pas à une seule poursuite, mais peut-être à une trentaine ou davantage, et qu'on ne saurait répondre, à l'appel de l'ordre du jour, à de telles questions, notamment lorsque les tribunaux sont saisis de l'objet du litige.

(Texte)

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Justice a-t-il l'intention de faire des recommandations aux procureurs de la Couronne dans le cas de ces causes qui sont présentement devant les tribunaux?

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, on a répondu à la question au moins à quatre reprises, et je n'ai certainement pas l'intention de donner une réponse qui pourrait impliquer en aucune façon le ministre de la Justice dans des causes ou une cause actuellement devant les tribunaux.

(Traduction)

QUESTIONS OUVRIÈRES

ÎLE BELL (T.-N.)—PRÉSUMÉS CONGÉDIEMENTS
AUX MINES DE FER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Russell MacEwan (Pictou): J'aimerais poser une question au ministre du Travail, après l'avoir félicité à l'occasion de sa nomination. Comme on a annoncé un important congédiement et une période de fermeture de huit semaines aux mines de fer de Wabana dans l'île Bell (Terre-Neuve), collectivité qui n'a pas d'autre industrie, puis-je demander au ministre si le gouvernement a l'intention de prendre certaines mesures à cet égard?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre du Travail): Je remercie l'honorable député de ses paroles aimables. Pour ce qui est de la question qu'il m'a posée, je serai heureux de faire enquête sur ce congédiement, afin de voir s'il est possible de prendre d'autres mesures en plus des nombreuses dispositions contre le chômage proposées dans le discours du trône.

PARC NATIONAL DES HAUTES-TERRES DU CAP-
BRETON—PRÉTENDUES MISES À PIED

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur